
Groupe de négociation sur le mouvement
des personnes physiques

Négociations sur le mouvement des personnes physiques

Note du secrétariat

A sa dernière réunion à l'échelon ministériel, tenue à Marrakech (12-15 avril 1994), le Comité des négociations commerciales a adopté la "Décision sur les négociations sur le mouvement des personnes physiques", dont le texte est joint à la présente note. Cette décision établit un Groupe de négociation chargé de mener les négociations sur la libéralisation accrue du mouvement des personnes physiques pour la fourniture de services. Il y est précisé que le Groupe de négociation devra tenir sa première réunion au plus tard le 16 mai 1994 et qu'il achèvera les négociations et présentera un rapport final au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

Les discussions multilatérales sur le mouvement des personnes physiques qui ont eu lieu au cours des négociations ont été axées sur l'élaboration de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord. Pour plus de commodité, cette annexe est également jointe au présent document. Les négociations sur les engagements spécifiques pour ce mode de fourniture ont eu lieu essentiellement dans le cadre de réunions bilatérales auxquelles le secrétariat n'a pas pris part, de sorte qu'il n'est pas possible d'en retracer l'historique.

Cependant, on peut dire que les engagements concernant le mouvement des personnes sont en grande majorité de caractère horizontal, en ce sens qu'ils s'appliquent à tous les secteurs de services repris dans une liste donnée. D'une façon générale, les engagements se répartissent en deux grandes catégories, bien que l'on puisse trouver dans certaines listes des éléments relevant à la fois de l'une et de l'autre. D'une part, il y a des participants qui ont inscrit des limitations de l'accès au marché visées par l'article XVI, paragraphe 2 d), qui sont des limitations du nombre total de personnes physiques fournissant le service exprimées sous la forme d'un contingent (généralement un pourcentage) ou de l'exigence d'un examen des besoins sur le marché du travail. D'autre part, un nombre considérable de participants ont inscrit dans leur liste une consolidation des mesures touchant l'admission et le séjour temporaire de certaines catégories définies de personnes physiques (les principales catégories étant les personnes en voyage d'affaires, les personnes transférées à l'intérieur d'une société et les professionnels), alors que les autres catégories ne font pas l'objet de consolidations.

Note: L'en-tête du présent document et sa cote doivent être considérés comme provisoires en attendant que des décisions générales soient prises au sujet des séries de documents et de leur cote. Ils seront révisés si besoin est et le document fera l'objet d'une nouvelle distribution.

APPENDICE I

**DECISION SUR LES NEGOCIATIONS SUR LE MOUVEMENT
DES PERSONNES PHYSIQUES**

Les *Ministres*,

Notant les engagements résultant des négociations du Cycle d'Uruguay sur le mouvement des personnes physiques pour la fourniture de services,

Ayant à l'esprit les objectifs de l'Accord général sur le commerce des services, y compris la participation croissante des pays en développement au commerce des services et l'expansion de leurs exportations de services,

Reconnaissant qu'il importe d'arriver à des niveaux d'engagement plus élevés concernant le mouvement des personnes physiques, afin d'assurer un équilibre des avantages au titre de l'Accord général sur le commerce des services,

Décident ce qui suit:

1. Les négociations sur la libéralisation accrue du mouvement des personnes physiques pour la fourniture de services se poursuivront après l'achèvement du Cycle d'Uruguay, en vue de permettre d'arriver à des niveaux d'engagement plus élevés de la part des participants au titre de l'Accord général sur le commerce des services.
2. Un Groupe de négociation sur le mouvement des personnes physiques est établi pour mener les négociations. Il établira ses propres procédures et fera rapport périodiquement au Conseil du commerce des services.
3. Le Groupe de négociation tiendra sa première session de négociation au plus tard le 16 mai 1994. Il achèvera ces négociations et présentera un rapport final au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.
4. Les engagements résultant de ces négociations seront inscrits sur les Listes d'engagements spécifiques des Membres.

APPENDICE II

ANNEXE SUR LE MOUVEMENT DES PERSONNES PHYSIQUES FOURNISSANT DES SERVICES RELEVANT DE L'ACCORD

1. La présente annexe s'applique aux mesures affectant les personnes physiques qui sont des fournisseurs de services d'un Membre et les personnes physiques d'un Membre qui sont employées par un fournisseur de services d'un Membre, pour la fourniture d'un service.
2. L'Accord ne s'appliquera pas aux mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail d'un Membre, ni aux mesures concernant la citoyenneté, la résidence ou l'emploi à titre permanent.
3. Conformément aux Parties III et IV de l'Accord, les Membres pourront négocier des engagements spécifiques s'appliquant au mouvement de toutes les catégories de personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord. Les personnes physiques visées par un engagement spécifique seront autorisées à fournir le service conformément aux modalités de cet engagement.
4. L'Accord n'empêchera pas un Membre d'appliquer des mesures pour réglementer l'admission ou le séjour temporaire de personnes physiques sur son territoire, y compris les mesures nécessaires pour protéger l'intégrité de ses frontières et assurer le passage ordonné de ses frontières par les personnes physiques, à condition que ces mesures ne soient pas appliquées de manière à annuler ou à compromettre les avantages découlant pour tout Membre des modalités d'un engagement spécifique.¹

¹Le seul fait d'exiger un visa pour les personnes physiques de certains Membres et non pour celles d'autres Membres ne sera pas considéré comme annulant ou compromettant des avantages en vertu d'un engagement spécifique.